

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1956 No. 10

A. TITEL

*Verdrag nopens de oprichting van de „Eurofima” (Europese
Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel),
met bijlage, Aanvullend Protocol en Protocol
van ondertekening; Bern, 20 oktober 1955*

B. TEKST

Convention relative à la constitution d'„Eurofima”

Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie,

considérant que le chemin de fer ne peut jouer son rôle dans l'économie générale que s'il est mis à même d'effectuer les investissements correspondant à un renouvellement normal et à une modernisation indispensable du matériel roulant; que les progrès réalisés dans la standardisation du matériel et dans son exploitation en commun trouvent leur complément logique dans l'adoption d'un mode de financement international des achats;

considérant qu'un tel financement est susceptible de constituer une véritable opération de consolidation des efforts techniques faits pour assurer une intégration progressive des chemins de fer sur le plan européen; que ce financement s'adapte aussi particulièrement bien

à un matériel roulant composé d'unités standardisées dont la propriété peut être aisément transférée d'un pays à l'autre;

considérant que le Chemin de fer Fédéral Allemand, la Société Nationale des Chemins de fer Français, les Chemins de fer Italiens de l'Etat, la Société Nationale des Chemins de fer Belges, les Chemins de fer Fédéraux Suisses, les Chemins de fer Néerlandais S.A., les Chemins de fer de l'Etat de Suède, le Réseau National des Chemins de fer Espagnols, la Société Nationale des Chemins de fer Luxembourgeois, les Chemins de fer Yougoslaves, la Compagnie des Chemins de fer Portugais, les Chemins de fer Fédéraux Autrichiens, les Chemins de fer de l'Etat Danois, les Chemins de fer de l'Etat Norvégien, sont convenus de constituer „Eurofima”, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après la „Société”);

considérant que, tant par sa composition que par son but, la Société présente un intérêt public et un caractère international;

constatant en effet que la Société a pour but de favoriser l'équipement et l'exploitation, aux meilleures conditions possibles, du service public des transports ferroviaires des parties contractantes;

désireux dans ces conditions d'accorder à la Société tout le soutien possible;

reconnaissant que l'action de la Société dans les domaines économique et financier doit être facilitée par des mesures exceptionnelles et que la constitution et le fonctionnement de celle-ci ne doivent pas avoir pour résultat de faire supporter par les administrations de chemin de fer intéressées des impôts et taxes qui n'auraient pas été à leur charge si chacune d'entre elles avait assumé, par ses propres moyens, son équipement en matériel;

considérant que le crédit de la Société, laquelle devra recourir à l'emprunt pour le financement d'une grande partie des marchés qu'elle contractera, ne pourra être obtenu et maintenu qu'à la condition que les engagements pris envers elle par les administrations de chemin de fer soient respectés en toutes circonstances;

ont désigné les représentants soussignés qui, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

a) Les Gouvernements parties à la présente Convention approuvent la constitution de la Société qui sera régie par les Statuts annexés à la présente Convention (appelés ci-après „les Statuts”) et, à titre subsidiaire par le droit de l'Etat du siège, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente Convention.

b) Le Gouvernement de l'Etat du siège prendra les mesures nécessaires pour permettre la constitution de la Société dès l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 2

a) Les Statuts, ainsi que toute modification qui leur serait apportée dans les conditions qu'ils prévoient et compte tenu des dispositions ci-après, seront valables et auront effet nonobstant toute disposition contraire du droit de l'Etat du siège.

b) Seront subordonnées à l'accord de tous les Gouvernements parties à la présente Convention, dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société, les modifications aux dispositions des Statuts relatives:

- au siège de la Société;
- à son objet;
- à sa durée;
- aux conditions prévues pour l'admission d'une administration de chemin de fer comme actionnaire de la Société;
- à la majorité qualifiée requise dans certains cas pour les votes de l'Assemblée générale;
- à l'attributions d'un droit de vote égal à tous les administrateurs;
- à la garantie par les actionnaires de l'exécution des contrats de financement conclus par la Société; (dispositions incluses respectivement dans les articles 2, 3, 4, 9, 15, 18 et 27 des Statuts ci-annexés).

c) Seront subordonnées à l'accord du Gouvernement de l'Etat du siège les modifications aux dispositions des Statuts relatives à l'augmentation ou réduction du capital social, au droit de vote des actionnaires, à la composition du Conseil d'administration et à la répartition des bénéfices (dispositions incluses respectivement dans les articles 5, 15, 18 et 30 des Statuts ci-annexés).

d) Le Gouvernement de l'Etat du siège notifiera sans délai aux autres Gouvernements toutes les modifications aux Statuts décidées par la Société. Dans les cas prévus aux paragraphes *b)* et *c)* du présent article, ces modifications deviendront applicables dans un délai de trois mois à compter de cette notification, si aucune opposition n'a été formulée par un Gouvernement dont l'accord est requis en vertu desdits paragraphes. Les oppositions formulées en vertu du présent paragraphe seront notifiées au Gouvernement de l'Etat du siège qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements.

e) En cas d'opposition formulée par un Gouvernement, celui-ci entrera en consultation avec les autres Gouvernements, à la demande de l'un d'entre eux, en vue d'examiner l'opportunité des modifications en cause.

Article 3

a) Lorsque les contrats conclus entre la Société et les administrations de chemin de fer relatifs à la mise à disposition du matériel acheté par la Société seront soumis à la loi de l'Etat du siège, la Société restera propriétaire du matériel en cause, sauf convention expresse contraire, jusqu'au moment où elle aura reçu l'intégralité du prix, sans qu'un enregistrement officiel soit nécessaire. Dans ce cas, la Société aura le droit, en cas de résiliation d'un contrat par suite de retard d'une administration, de demander, outre des dommages-intérêts pour cause d'inexécution du contrat, la restitution du matériel en cause, sans devoir restituer les termes déjà reçus.

b) Les tribunaux de l'Etat du siège, lorsqu'ils en seront saisis, connaîtront des litiges relatifs aux contrats conclus entre la Société et les administrations de chemin de fer et soumis à la loi de l'Etat du siège.

Article 4

a) Les Gouvernements accorderont à leurs administrations de chemin de fer les autorisations requises pour l'accomplissement de tous les actes relatifs à la constitution de la Société.

b) Les Gouvernements faciliteront l'accomplissement, par leurs administrations de chemin de fer, de tous les actes se rapportant aux activités de la Société.

Article 5

a) Dans le cas où l'Etat, en vertu des dispositions nationales existantes, n'est pas tenu par les engagements contractés par une administration de chemin de fer de son pays, actionnaire de la Société, soit entièrement, soit dans la limite d'une partie de son patrimoine, le Gouvernement garantira les engagements contractés par cette administration de chemin de fer envers la Société.

b) Toutefois, cette garantie n'est pas obligatoirement accordée dans le cas où ladite administration de chemin de fer donne elle-même sa garantie principale à une administration de chemin de fer non actionnaire de la Société ou à un autre organisme ferroviaire. Dans ce dernier cas, à défaut de la garantie du Gouvernement dont relève l'administration actionnaire, les autres Gouvernements n'assument aucune obligation de garantie.

Article 6

a) Les décisions de la Société relatives à la création d'agences ou de succursales seront subordonnées à l'accord de tous les Gouvernements parties à la présente Convention, dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société. La procédure prévue aux paragraphes *d)* et *e)* de l'Article 2 ci-dessus s'appliquera aux décisions de la Société visées au présent paragraphe.

b) La Société fera rapport chaque année aux Gouvernements parties à la présente Convention dont une administration de chemin de fer est actionnaire de la Société, sur le développement de la Société et sur sa situation financière. Ces Gouvernements se consulteront sur tous les problèmes d'intérêt commun que pourrait soulever le fonctionnement de la Société et sur les mesures qui se révéleraient nécessaires à cet égard.

Article 7

a) Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront, en tant que de besoin, les mesures nécessaires pour que les opérations faites par la Société en vue de l'attribution par elle du matériel ferroviaire aux administrations de chemin de fer, en propriété immédiate ou différée, s'effectuent sans qu'il en résulte de charges fiscales supplémentaires par rapport à l'acquisition directe du même matériel par les administrations de chemin de fer.

b) De même, en ce qui concerne les importations et les exportations de matériel ferroviaire, effectuées dans le cadre des opérations visées au paragraphe précédent, les Gouvernements prendront, en tant que de besoin, les mesures nécessaires pour que ces importations et ces exportations s'effectuent sans qu'il en résulte de charges fiscales et douanières supplémentaires par rapport aux importations et aux exportations directes de ce même matériel par les administrations de chemin de fer.

c) Les avantages particuliers consentis en matière fiscale par l'Etat du siège en vue de la constitution et du fonctionnement de la Société font l'objet d'un Protocole additionnel à la présente Convention, conclu entre le Gouvernement de l'Etat du siège et les autres Gouvernements parties à la présente Convention.

Article 8

Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront les mesures nécessaires pour faciliter, en tant que de besoin, les importations et exportations de matériel correspondant à l'activité de la Société.

Article 9

Les Gouvernements parties à la présente Convention prendront, dans le cadre de leur réglementation des changes, les mesures nécessaires pour assurer les mouvements de fonds auxquels donneront lieu la constitution et l'activité de la Société.

Article 10

S'il apparaissait ultérieurement que l'application de dispositions législatives dans le pays du siège ou dans le pays d'un autre Gouvernement partie à la présente Convention serait susceptible de soulever des difficultés pour la poursuite des objectifs de la Société, le Gou-

vernement en cause entrera en consultation avec les autres Gouvernements, à la demande de l'un d'entre eux, en vue de régler ces difficultés dans l'esprit des dispositions de la présente Convention et du Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'article 7 ci-dessus.

Article 11

a) A compter de la mise en application de la présente Convention, tout Gouvernement d'un pays européen non signataire pourra y adhérer par notification adressée au Gouvernement de la Suisse.

b) Toutefois, l'adhésion d'un Gouvernement qui n'est pas membre de la Conférence Européenne des Ministres des Transports ne deviendra effective qu'avec l'accord unanime des Gouvernements parties à la présente Convention notifié au Gouvernement de la Suisse.

c) L'adhésion à la présente Convention entraînera adhésion au Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'Article 7 ci-dessus.

Article 12

La présente Convention est conclue pour la durée de la Société.

Article 13

a) Un Gouvernement partie à la présente Convention, dont aucune administration de chemin de fer n'est actionnaire ou dont toute administration de chemin de fer a cessé d'être actionnaire de la Société, pourra mettre fin, en ce qui le concerne, à l'application de la présente Convention, moyennant un préavis de 3 mois adressé au Gouvernement de la Suisse. Toutefois, dans le cas où ce préavis serait donné par le Gouvernement de l'Etat du siège, la présente Convention ne prendra pas fin, en ce qui le concerne, avant que le siège de la Société ait été transféré dans un autre Etat.

b) Le retrait d'un Gouvernement effectué conformément au présent article ne porte pas atteinte aux obligations assumées par ledit Gouvernement en vertu de l'Article 5 ci-dessus, en ce qui concerne les engagements contractés par son ou ses administrations de chemin de fer quand elles étaient actionnaires de la Société.

Article 14

Tout différend entre les Gouvernements parties à la présente Convention relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera, à défaut d'accord sur une autre procédure, soumis à la décision de la Cour internationale de justice.

Article 15

a) La présente Convention entrera en vigueur un mois après que le Gouvernement de la Suisse l'aura ratifiée, ainsi que le Protocole

additionnel visé au paragraphe c) de l'Article 7 ci-dessus et que les actions appartenant aux administrations de chemin de fer des Gouvernements l'ayant signée sans réserve de ratification ou l'ayant signée sous réserve de ratification et ayant déposé leur instrument de ratification représenteront 80 % du capital social de la Société.

b) Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

c) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la Suisse.

Article 16

a) Nonobstant les dispositions de l'article précédent, les signataires conviennent de mettre en application la présente Convention à titre provisoire dans la mesure compatible avec leurs règles constitutionnelles. Au moment de la signature, chaque Gouvernement fera connaître dans quelles conditions et dans quelle mesure il mettra en application la présente Convention à titre provisoire.

b) Le présent article entrera en vigueur pour tous les Gouvernements ayant signé la présente Convention, sous réserve de ratification ou non, lorsque le Gouvernement de la Suisse aura ratifié la présente Convention ainsi que le Protocole additionnel visé au paragraphe c) de l'Article 7 ci-dessus.

Article 17

Dès la réception des instruments de ratification, d'adhésion ou de préavis de retrait, le Gouvernement de la Suisse en donnera communication à tous les Gouvernements parties à la présente Convention et à la Société. Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

En foi de quoi, les représentants soussignés, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

unter Vorbehalt der Ratifikation

(s.) SEEBOHM

Pour l'Autriche:

(s.) WALDBRUNNER

unter Vorbehalt der Ratifikation

Pour la Belgique:

(s.) E. ANSEELE

sous réserve de ratification

Pour le Danemark:

(s.) PALLE CHRISTENSEN

sous réserve de ratification

Pour l'Espagne:

(s.) JOSÉ DE AGUINAGA

sous réserve de ratification

Pour la France:

(s.) L. CORNIGLION-MOLINIER

sous réserve de ratification

Pour l'Italie:

(s.) ARMANDO ANGELINI

sous réserve de ratification

Pour le Luxembourg:

Sous réserve de ratification

(s.) V. BODSON

Pour la Norvège:

Sous réserve de ratification

(s.) KOLBJÖRN VARMANN

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. ALGERA

sous réserve de ratification

Pour le Portugal:

(s.) M. GOMES D'ARAÚJO

sous réserve de ratification

Pour la Suède:

sous réserve de ratification

(s.) SVEN ANDERSSON

Pour la Suisse:

(s.) GIUSEPPE LEPORI

sous réserve de ratification

Pour la Yougoslavie:

(s.) PEKO DAPCEVIĆ

sous réserve de ratification

STATUTS

Raison sociale, siège, objet et durée de la société

Article 1er

Il est constitué, sous la raison sociale „Eurofima” *Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire* („Eurofima” Europäische Gesellschaft für die Finanzierung von Eisenbahnmaterial, „Eurofima” Società europea per il finanziamento di materiale ferroviario), une société par actions, régie par la convention internationale relative à la constitution de la dite société, par les présents statuts et, à titre subsidiaire, par la loi de l'Etat du siège.

Article 2

Le siège de la société est à Bâle (Suisse).

Article 3

La société a pour objet de procurer, aux meilleures conditions possibles, aux administrations de chemins de fer qui sont ses actionnaires, ainsi qu'à d'autres administrations ou organismes ferroviaires, mais, dans ce cas, avec la garantie principale d'un ou plusieurs actionnaires, des matériels de type unifié ou à performances unifiées nécessaires à leur exploitation.

A cet effet, elle fera construire ces matériels, soit pour son propre compte, soit pour le compte des administrations ou organismes ferroviaires intéressés; dans le premier cas, elle louera ou vendra ces matériels aux dits intéressés.

La société recherchera les concours financiers nécessaires, indépendamment de ses capitaux propres, sous forme d'emprunts, et effectuera toutes opérations commerciales et financières utiles à la réalisation de son objet.

Article 4

La société est constituée pour une durée de cinquante ans.

Capital social

Article 5

Le capital social de la société est fixé à 50 millions de francs suisses. Il est divisé en 5000 actions d'une valeur nominale de 10 000 francs suisses.

Ces actions sont réparties à l'origine comme suit:

1300 actions	au Chemin de fer fédéral allemand,	dont: 130 actions A 1170 actions B
1300 actions	à la Société Nationale des Chemins de fer français,	dont: 130 actions A 1170 actions B
700 actions	aux Chemins de fer italiens de l'Etat,	dont: 70 actions A 630 actions B
550 actions	à la Société Nationale des Chemins de fer belges,	dont: 60 actions A 490 actions B
400 actions A	aux Chemins de fer fédéraux suisses,	
300 actions	aux Chemins de fer néerlandais S.A.,	dont: 30 actions A 270 actions B
100 actions A	aux Chemins de fer de l'Etat de Suède,	
100 actions A	au Réseau National des Chemins de fer espagnols,	
100 actions A	à la Société Nationals des Chemins de fer luxembourgeois,	
100 actions A	aux Chemins de fer yougoslaves,	
20 actions A	à la Compagnie des Chemins de fer portugais,	
10 actions A	aux Chemins de fer fédéraux autrichiens,	
10 actions A	aux Chemins de fer de l'Etat danois,	
10 actions A	aux Chemins de fer de l'Etat norvégien.	

Article 6

Les actions de la société sont entièrement libérées, les actions A en numéraire, les actions B par apport en wagons.

Le Chemin de fer fédéral allemand fait apport à la société de wagons d'une valeur globale de fr.s. 11'700'000 et reçoit en paiement de cet apport 1170 actions B représentant au total un capital nominal de fr.s. 11'700'000.

La Société Nationale des Chemins de fer français fait apport à la société de wagons d'une valeur globale de fr.s. 11'700'000 et reçoit

en paiement de cet apport 1170 actions B représentant au total un capital nominal de fr.s. 11'700'000.

Les Chemins de fer italiens de l'Etat font apport à la société de wagons d'une valeur globale de fr.s. 6'300'000 et reçoivent en paiement de cet apport 630 actions B représentant au total un capital nominal de fr.s. 6'300'000.

La Société Nationale des Chemins de fer belges fait apport à la société de wagons d'une valeur globale de fr.s. 4'900'000 et reçoit en paiement de cet apport 490 actions B représentant au total un capital nominal de fr.s. 4'900'000.

Les Chemins de fer néerlandais S.A. font apport à la société de wagons d'une valeur globale de fr.s. 2'700'000 et reçoivent en paiement de cet apport 270 actions B représentant au total un capital nominal de fr.s. 2'700'000.

Les listes numériques des wagons apportés et les protocoles d'estimation de ces wagons seront annexés aux présents statuts.

Les actions B sont converties en 10 ans en actions A à raison d'un dixième à la fin de chacun des dix premiers exercices sociaux.

Article 7

Les actions sont nominatives.

Elles ne sont cessibles qu'entre actionnaires, sous réserve des dispositions de l'article 9 ci-dessous, et avec l'accord de l'assemblée générale.

La société tient un registre des actions dans lequel sont inscrits le nom et le domicile des actionnaires. La société ne reconnaît comme actionnaires que ceux qui sont inscrits sur ce registre.

Article 8

Le capital de la société peut être augmenté à la suite d'un vote de l'assemblée générale, chaque actionnaire ayant le droit de souscrire les nouvelles actions au prorata du nombre total des actions possédées par lui au moment de cette augmentation, sous réserve des dispositions de l'article 9. Si un droit de souscription n'est pas exercé, ce droit peut être cédé, avec l'accord de l'assemblée générale, à un autre actionnaire.

L'assemblée générale fixe les conditions d'émission des nouvelles actions.

Article 9

Toute administration de chemins de fer relevant d'un Etat signataire de la convention internationale relative à la constitution de la société ou ayant adhéré à la dite convention peut être admise comme actionnaire de la société sur décision de l'assemblée générale, soit par voie de cession d'actions, soit par voie de souscription à une augmentation de capital, à condition que le gouvernement intéressé

ait fait connaître préalablement qu'il est disposé à lui accorder sa garantie.

Le nombre d'actions ou de droits de souscription à céder pour permettre l'admission d'un nouvel actionnaire, ainsi que le prix de cession des dits actions ou droits, est fixé par l'assemblée générale. Le nombre des actions ou droits à céder par chaque actionnaire est déterminé, sauf accord contraire des actionnaires, en appliquant la règle proportionnelle avec utilisation des plus forts restes.

L'assemblée générale

Article 10

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la société.

Elle a les attributions suivantes:

- 1) Elle nomme les membres du conseil d'administration.
- 2) Elle désigne le président et les vice-présidents du conseil d'administration.
- 3) Elle nomme les commissaires vérificateurs.
- 4) Elle modifie les statuts.
- 5) Elle décide toute augmentation ou réduction du capital social.
- 6) Elle prend toutes décisions relatives aux cessions d'actions et de droits de souscription.
- 7) Elle prononce la dissolution de la société et nomme les liquidateurs.
- 8) Elle prononce la prorogation de la société.
- 9) Elle approuve le règlement de gestion visé à l'article 22.
- 10) Elle prend connaissance du rapport des commissaires vérificateurs, examine et approuve le rapport de gestion, le bilan et le compte de profits et pertes, statue sur l'emploi du bénéfice net et donne décharge de leur gestion aux administrateurs.
- 11) Elle fixe le montant maximum des emprunts pouvant être conclus dans une période déterminée.
- 12) Elle statue sur toutes les autres questions qui lui sont réservées, ou qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

Article 11

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Article 12

Des assemblées générales extraordinaires sont convoquées:

- 1) par décision de l'assemblée générale ou du conseil d'administration;
- 2) à la demande du collège des commissaires vérificateurs;

- 3) à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires dont les actions représentent ensemble un dixième au moins du capital social. Cette demande est faite par écrit en indiquant le but visé.

La convocation d'une assemblée générale extraordinaire et son organisation suivent les mêmes formes que celles de l'assemblée générale ordinaire.

Article 13

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale par lettre recommandée, deux semaines au moins avant la date de la séance.

La lettre de convocation doit indiquer l'ordre du jour et, si celui-ci implique une modification des statuts (points 4, 5 et 8 de l'article 10), la teneur essentielle de la modification proposée.

Il ne peut être prise aucune décision sur des objets ne figurant pas à l'ordre du jour, si ce n'est sur une proposition faite en séance de convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Les assemblées générales se tiennent au siège social, sauf décision contraire du conseil d'administration.

Article 14

Les actionnaires exercent leur droit de vote à l'assemblée générale proportionnellement à la valeur nominale de toutes les actions qui leur appartiennent.

Article 15

L'assemblée générale délibère valablement sur première convocation lorsque la majorité des actions est représentée. A défaut par l'assemblée générale de réunir ce quorum, il en est convoqué une seconde, avec préavis minimum de deux semaines, laquelle délibère valablement quel que soit le nombre des actions représentées.

L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité des voix des actions représentées. Par exception, dans les cas énumérés sous les points 4, 5, 6, 7 et 8 de l'article 10 ci-dessus, la majorité requise est des 7/10 du capital social.

Les votes ont lieu à main levée, à moins qu'un actionnaire ne demande le scrutin secret.

Article 16

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des vice-présidents ou, à défaut, par l'un des administrateurs, désigné par le conseil.

L'assemblée générale nomme, au scrutin à main levée, deux scrutateurs. Elle nomme également un secrétaire qui n'est pas obligatoirement actionnaire.

Article 17

Les délibérations et les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un procès-verbal.

Le procès-verbal doit être signé par le président de séance, les scrutateurs et le secrétaire.

Les expéditeurs ou extraits sont signés par le président du conseil ou l'un des vice-présidents.

Le conseil d'administration

Article 18

Le conseil d'administration est chargé de diriger les affaires de la société.

Les administrateurs sont désignés, sans condition de nationalité, par l'assemblée générale, sur proposition de chacun des actionnaires intéressés, à raison de deux administrateurs par actionnaire possédant au moins 2 % du capital social.

Les administrateurs sont désignés pour une période de trois ans. Ils sont rééligibles. Après la première période de trois ans, le renouvellement du conseil est effectué sensiblement par tiers chaque année. A cet effet, lors de l'assemblée générale qui suivra l'expiration du troisième exercice social, il sera procédé par voie de tirage au sort à la désignation des administrateurs sortants à la fin des 4^e et 5^e exercices sociaux.

Tous les administrateurs ont un droit de vote égal.

Article 19

L'élection des administrateurs a lieu à l'assemblée générale ordinaire. Il en est de même, le cas échéant, des élections complémentaires, à moins que la nomination immédiate d'un nouveau titulaire à un siège vacant ne soit demandée par un actionnaire. Dans ce cas, le conseil d'administration est tenu de convoquer sans retard une assemblée générale extraordinaire pour procéder à l'élection complémentaire.

Lorsqu'un administrateur cesse de faire partie du conseil au cours de la durée de ses fonctions, son successeur reprend son siège pour le reste de cette durée.

Article 20

Chaque actionnaire est tenu de déposer à la caisse de la société, pour la durée des fonctions de chaque administrateur qui le représente, une action de la société.

Article 21

L'assemblée générale désigne, pour la durée de leur mandat d'administrateur, le président et les vice-présidents du conseil d'adminis-

tration, lesquels sont rééligibles. Le conseil peut s'adjoindre un secrétaire pris en dehors de ses membres.

En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil est assurée par l'un des vice-présidents ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents à la réunion.

Article 22

Le conseil d'administration statue sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à un autre organe de la société.

Le conseil d'administration est autorisé à confier tout ou partie de la gestion de la société à un ou plusieurs de ses membres (délégués) ou à des tiers qui ne sont pas nécessairement administrateurs (directeurs). Il établit un règlement de gestion déterminant les droits et les obligations du conseil d'administration, de ses délégués et de la direction.

Dans ce règlement, qui doit être approuvé par l'assemblée générale, le conseil d'administration doit cependant réserver à sa propre décision:

- 1) la composition de la direction, la fixation des conditions d'engagement, la nomination et la révocation des membres de celle-ci et l'acceptation de leur démission;
- 2) la désignation des administrateurs autorisés à signer au nom de la société, ainsi que l'attribution du droit de signature à des personnes ne faisant pas partie du conseil d'administration (directeurs, fondés de pouvoirs);
- 3) la conclusion d'emprunts, quelle qu'en soit la forme, dans les limites fixées par l'assemblée générale;
- 4) la conclusion des contrats de financement de matériel, notamment de locations et de ventes, ainsi que des commandes de matériel correspondantes;
- 5) l'établissement du rapport de gestion, du bilan annuel et de la teneur des propositions à soumettre à l'assemblée générale. Il fera examiner les comptes par des experts-comptables étrangers à la gestion de la société.

Article 23

Le conseil d'administration se réunit, sur convocation de son président ou de l'un des vice-présidents, aussi souvent que les affaires l'exigent, au moins une fois par trimestre. Les convocations se font par lettres recommandées, accompagnées de l'ordre du jour et adressées au moins huit jours à l'avance.

Le président est tenu de convoquer le conseil sur demande écrite d'un administrateur, faisant connaître la question dont il désire l'inscription à l'ordre du jour. Dans un tel cas, la séance doit avoir lieu au plus tard dans les deux semaines qui suivent la réception de la lettre de demande.

La convocation précise le lieu de la séance.

L'administrateur empêché d'assister à la réunion peut émettre son vote par écrit ou se faire représenter par un autre administrateur auquel il délègue expressément son droit de vote. Tout administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Dans des cas urgents, les décisions peuvent être prises par lettres ou par télégrammes, à moins que la décision en séance ne soit requise par l'un des administrateurs.

Article 24

Le conseil d'administration ne peut délibérer ni prendre de décisions valables s'il n'a été convoqué régulièrement et si la majorité des administrateurs n'est présente ou représentée.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante. Par exception, pour les décisions portant sur le point 3 de l'article 22, une majorité des 3/4 est requise.

Article 25

Les délibérations et décisions du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal.

Le procès-verbal est signé par le président de séance et par le secrétaire.

Les expéditions ou les extraits sont signés par le président ou l'un des vice-présidents.

Article 26

Les administrateurs ne reçoivent pas de rémunération; toutefois, il peut leur être alloué des jetons de présence.

Garantie des actionnaires

Article 27

Les actionnaires garantissent à la société, chacun au prorata de sa participation dans le capital social et chacun au maximum pour le montant équivalant à cette participation, l'exécution des contrats de financement de matériel conclus par la société.

Toutefois, cette garantie ne jouera qu'à titre subsidiaire, dans le cas où l'exécution du contrat en cause bénéficie d'autres garanties, notamment en vertu de l'article 3 ou en vertu de la convention internationale visée à l'article 1.

Il ne sera fait appel à cette garantie que dans la mesure où les engagements non exécutés par une administration défaillante excéderont le montant de la réserve spéciale de garantie prévue à l'article 30.

Les versements effectués par les actionnaires en tant que garants seront remboursés, au prorata, dans la mesure des sommes que la

société aura pu obtenir ultérieurement au titre de sa créance relative au contrat devenu caduc ou du matériel visé au dit contrat.

Vérification des comptes

Article 28

Les comptes de la société sont vérifiés par un collège de trois commissaires vérificateurs élus par l'assemblée générale, la première fois pour une année et, ensuite, pour trois années. Ils sont rééligibles.

Les commissaires vérificateurs ont notamment pour mission de vérifier si le compte de profits et pertes et le bilan sont conformes aux livres comptables, si ces derniers sont tenus avec exactitude et si l'état de la fortune sociale et des résultats de la gestion de la société répond aux règles régissant cette dernière en vertu de l'article 1.

Pour l'accomplissement de leur mission, les commissaires vérificateurs ont le droit de consulter les livres comptables et tous documents justificatifs. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent leur être soumis trente jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Ils font à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes un rapport écrit, avec leurs propositions.

Clôture des comptes et répartition des bénéfiques

Article 29

Les comptes et le bilan de la société sont arrêtés à la fin de chaque année civile.

Le bilan doit être établi conformément aux principes reconnus d'une saine gestion commerciale.

Article 30

Sur le bénéfice apparaissant après déduction des amortissements, il est attribué tout d'abord une part de 5 % au fonds de réserve ordinaire, jusqu'à ce que celui-ci atteigne un cinquième du capital social déjà versé. Le fonds de réserve ordinaire ne peut être mis à contribution que pour la couverture de déficits.

Sur le solde, il est servi ensuite aux actions A un dividende, au maximum de 4 %, les actions B ne touchant pas de dividende.

Le surplus, enfin, est affecté à la formation d'une réserve spéciale de garantie, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Liquidation

Article 31

Au terme fixé à l'article 4 pour l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société entre en liquidation. Elle est, dès lors, réputée exister pour sa liquidation.

Cette liquidation est effectuée par des liquidateurs désignés par l'assemblée générale. Les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif de la société.

Toutefois, la liquidation ne peut être effectuée que si tous les engagements de la société sont respectés, notamment envers les obligataires, les locataires et, le cas échéant, les constructeurs de matériels.

Après extinction du passif et remboursement des actions, le solde disponible est réparti aux actionnaires au prorata du montant nominal des actions leur appartenant.

Dispositions diverses

Article 32

Les communications aux actionnaires sont faites par lettre recommandée.

Les publications officielles ont lieu par la voie de la Feuille officielle suisse du commerce.

Pour toutes autres publications, le conseil d'administration décide de quelle manière elles doivent être faites et désigne, le cas échéant, les journaux où elles paraîtront.

Article 33

Toute modification apportée aux statuts est notifiée au gouvernement de l'Etat du siège.

Protocole additionnel à la Convention relative à la constitution d'„Eurofima”

Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, de Suède, et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie,

d'une part,

et le Gouvernement de la Confédération Suisse

d'autre part,

signataires de la Convention relative à la constitution de la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après „la Convention”),

vu le paragraphe c) de l'Article 7 de ladite Convention;

constatant que les Statuts de la Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après „la Société”) annexés à la Convention prévoient que le siège de la Société sera à Bâle (Suisse);

constatant que le Gouvernement de la Suisse est prêt à consentir des avantages particuliers en matière fiscale, en vue de la constitution et du fonctionnement de la Société;

sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

La Société bénéficiera en Suisse, aussi longtemps qu'elle y aura son siège, des exonérations fiscales ci-après, sans préjudice de l'application des dispositions de l'Article 7 a) et b) de la Convention:

- 1° Exonération des droits de timbre à l'émission des actions de la Société.
- 2° Exonération de l'impôt pour la défense nationale sur le revenu et sur le capital et les réserves, et de tout impôt fédéral direct futur qui le remplacerait.
- 3° Exonération du droit de timbre à l'émission, du droit de timbre sur les coupons et de l'impôt anticipé pour les titres (et intérêts) des emprunts de la Société, qui seront r^{és} en souscription exclusivement à l'étranger, qui ne seront pas admis à la cote des bourses suisses et dont le service d'intérêts et de remboursement se fera exclusivement par des offices étrangers.
- 4° Non-perception de l'impôt anticipé sur les dividendes que la Société versera aux administrations de chemin de fer.
- 5° Non-perception du supplément à la taxe pour l'inscription au registre du commerce.
- 6° Exonération de l'impôt cantonal et communal sur le revenu et sur la fortune de la Société dans le Canton de Bâle-Ville.

Article 2

Le présent Protocole entrera en vigueur dès sa ratification par le Gouvernement de la Suisse, qui donnera notification de ladite ratification aux autres Gouvernements signataires.

En foi de quoi, les représentants soussignés, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la Suisse:

(s.) GIUSEPPE LEPORI

sous réserve de ratification

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

unter Vorbehalt der Ratifikation

(s.) SEEBOHM

Pour l'Autriche:

(s.) WALDBRUNNER

unter Vorbehalt der Ratifikation

Pour la Belgique:

(s.) E. ANSEELE

sous réserve de ratification

Pour le Danemark:

(s.) PALLE CHRISTENSEN

sous réserve de ratification

Pour l'Espagne:

(s.) JOSÉ DE AGUINAGA

sous réserve de ratification

Pour la France:

(s.) L. CORNIGLION-MOLINIER

sous réserve de ratification

Pour l'Italie:

(s.) ARMANDO ANGELINI

sous réserve de ratification

Pour le Luxembourg:

Sous réserve de ratification

(s.) V. BODSON

Pour la Norvège:

Sous réserve de ratification

(s.) KOLBJÖRN VARMAANN

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. ALGERA

sous réserve de ratification

Pour le Portugal:

(s.) M. GOMES D'ARAÚJO

sous réserve de ratification

Pour la Suède:

(s.) SVEN ANDERSSON

sous réserve de ratification

Pour la Yougoslavie:

(s.) PEKO DAPCEVIC

sous réserve de ratification

**Protocole de signature de la Convention relative à la constitution
d'„Eurofima”**

Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire

Les représentants des Gouvernements signataires de la Convention relative à la constitution d'„Eurofima”, Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (appelée ci-après „la Convention”), signée ce jour,

I. Ont constaté d'un commun accord ce qui suit:

a) L'expression „en tant que de besoin” figurant à l'article 7 de la Convention signifie en particulier que, si la législation d'un pays permet à la Société d'effectuer ses opérations, en conformité avec les Statuts et l'Accord de base, sans qu'il en résulte aucune charge fiscale supplémentaire, le Gouvernement intéressé ne sera pas tenu de prendre des dispositions d'exonération.

b) Le terme „matériel” figurant à l'article 8 de la Convention vise le matériel ferroviaire au sens de l'article 3 des Statuts.

c) L'expression „dispositions législatives” au sens de l'article 10 de la Convention couvre notamment les lois fiscales.

II. Ont pris acte des déclarations suivantes relatives aux articles 5, 7 et 9 de la Convention:

a) Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Danemark, de la République Italienne, de Suède et de la Confédération Suisse déclarent, en ce qui concerne l'article 5 de la Convention, que dans leur pays l'Etat est tenu, en vertu des dispositions législatives existantes, par les engagements contractés par leur administration de chemin de fer participant à la constitution d'„Eurofima”, au sens dudit article 5.

b) Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne déclare, en se référant à l'interprétation donnée à l'article 7 de la Convention par le présent Protocole, que, dans l'état de la législation actuelle, il satisfait aux dispositions de l'article 7 sans avoir à prendre des mesures d'exonération fiscale.

c) Le Gouvernement de la Confédération Suisse interprète le texte de l'article 9 de la manière suivante:

1. Les transferts de fonds provenant de la souscription en espèces et les transferts des montants représentant les loyers des wagons qui constituent des apports en nature seront opérés en dehors de tout accord bilatéral ou multilatéral.
2. Le produit d'un emprunt lancé sur le marché d'un pays autre que celui du siège d'„Eurofima” ne sera transféré à celui-ci que dans la mesure nécessaire pour permettre à „Eurofima” de faire face à ses obligations.

d) Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare qu'il ne se considère pas comme lié par l'interprétation ci-dessus, donnée par le Gouvernement de la Confédération Suisse à l'article 9 de la Convention.

III. Ont pris acte des déclarations suivantes effectuées conformément à l'article 16 de la Convention:

a) Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, de la République Portugaise et de la Confédération Suisse se sont déclarés prêts à prendre, dès l'entrée en vigueur de l'article 16 de la Convention, les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention quand elle sera en vigueur, à l'exception toutefois

- pour le Gouvernement du Royaume de Belgique, des articles 5, 7 a) et b), 8 et 14;
- pour le Gouvernement de la République Française, de l'article 7 a) et b);

- pour le Gouvernement de la République Italienne, des articles 3 b), 5, 7 a) et b), 8, 9, 11 c) et 14;
- pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg, des articles 7 a) et b) et 8.

En ce qui concerne ces articles, les Gouvernements en cause ont déclaré que lesdites mesures seraient prises dès qu'ils auront ratifié la Convention.

b) Les Gouvernements de la République d'Autriche, du Royaume de Danemark, d'Espagne, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de Suède et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie se sont déclarés prêts à prendre, dès qu'ils auront ratifié la Convention, à condition que l'article 16 de la Convention soit entré en vigueur, les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention quand elle sera en vigueur, à l'exception toutefois,

- pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, de l'article 5.

En ce qui concerne cet article, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas déclare que les mesures requises par l'article 5 seront prises dès que les actions appartenant aux administrations de chemins de fer des Gouvernements ayant mis en application la Convention, conformément à l'article 16, représenteront 80 % du capital social d'„Eurofima”.

c) Le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne a déclaré qu'il prendrait les mesures qui seront requises pour la mise en application de la Convention, quand elle sera ratifiée dans la République Fédérale.

IV. Les Gouvernements d'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Royaume de Norvège, de Suède, de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, se référant à la Décision prise le 8 juillet 1955 par les Ministres du Groupe restreint no. 1 de la Conférence Européenne des Ministres des Transports, déclarent qu'ils considèrent qu'entre eux et dans leurs relations avec les autres signataires, le texte français de la Convention, du Protocole additionnel à la Convention et du présent Protocole signés ce jour, fera foi en cas de divergence entre les textes.

Fait à Berne, le 20 octobre 1955, en français, en allemand et en italien, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la Suisse, lequel en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements membres de la Conférence Européenne des Ministres des Transports.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) SEEBOHM

Pour l'Autriche:

(s.) WALDBRUNNER

Pour la Belgique:

(s.) E. ANSEELE

Pour le Danemark:

(s.) PALLE CHRISTENSEN

Pour l'Espagne:

(s.) JOSÉ DE AGUINAGA

Pour la France:

(s.) L. CORNIGLION-MOLINIER

Pour l'Italie:

(s.) ARMANDO ANGELINI

Pour le Luxembourg:

(s.) V. BODSON

Pour la Norvège:

(s.) KOLBJÖRN VARMANN

Pour les Pays-Bas:

(s.) J. ALGERA

Pour le Portugal:

(s.) M. GOMES D'ARAÚJO

Pour la Suède:

(s.) SVEN ANDERSSON

Pour la Suisse:

(s.) GIUSEPPE LEPORI

Pour la Yougoslavie:

(s.) PEKO DAPCEVIĆ

C. VERTALING

Verdrag nopens de oprichting van de „Eurofima”,
Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groot-hertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Federale Volksrepubliek Zuidslavië,

overwegende, dat de spoorwegen hun taak in de algemene economie slechts dan kunnen vervullen, indien zij in staat zijn de met een normale vernieuwing en een noodzakelijke modernisering van rollend materieel verband houdende investeringen uit te voeren; dat de in de standaardisering van het materieel en in de gemeenschappelijke exploitatie bereikte vooruitgang hun logische aanvulling vinden in de invoering van een systeem van internationale financiering van de inkopen;

overwegende, dat een dergelijke financiering wezenlijk kan bijdragen tot de consolidatie van de prestaties op technisch gebied verricht om een voortschrijdende Europese integratie van de spoorwegen te verzekeren; dat deze financiering zich in het bijzonder leent voor rollend materieel, samengesteld uit gestandaardiseerde eenheden, waarvan de eigendom gemakkelijk van het ene aan het andere land kan worden overgedragen;

overwegende, dat de Duitse Bondsspoorwegen, de Nationale Maatschappij der Franse spoorwegen, de Italiaanse Staatsspoorwegen, de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Zwitserse Bondsspoorwegen, de N.V. Nederlandsche Spoorwegen, de Zweedse Staatsspoorwegen, het Nationale Net van Spaanse Spoorwegen, de Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen, de Zuidslavische Spoorwegen, de Maatschappij der Portugese Spoorwegen, de Oostenrijkse Bondsspoorwegen, de Deense Staatsspoorwegen, de Noorse Staatsspoorwegen, zijn overeengekomen de „Eurofima”, Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel (hierna te noemen „de Maatschappij”) op te richten;

overwegende, dat de Maatschappij zowel door haar samenstelling als door haar doel een openbaar belang dient en een internationaal karakter heeft;

vaststellende, dat de Maatschappij ten doel heeft de uitrusting en de exploitatie van de openbare spoorwegdiensten van de deelnemende partijen op de gunstigste voorwaarden te bevorderen;

verlangende onder deze omstandigheden aan de Maatschappij iedere mogelijke steun te geven;

erkennende, dat de werkzaamheid van de Maatschappij op economisch en financieel gebied moet worden bevorderd door bijzondere maatregelen en dat de oprichting en werking van de Maatschappij er niet toe mogen leiden, dat daaruit voor de deelnemende spoorwegen heffingen en belastingen voortvloeien, welke niet te hunnen laste zouden zijn geweest, indien ieder hunner met eigen middelen zijn materieel had verworven;

overwegende, dat de kredietwaardigheid van de Maatschappij welke haar transacties grotendeels uit leningen moet financieren, slechts zal kunnen worden verkregen en gehandhaafd, indien de door de spoorwegen tegenover de Maatschappij aangegane verplichtingen onder alle omstandigheden worden nagekomen;

hebben de ondergetekenden tot hun vertegenwoordigers aange-
wezen die, behoorlijk gevolmachtigd, het volgende zijn overeen-
gekomen:

Artikel 1

a) De bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen keuren de oprichting van de Maatschappij goed, welke wordt beheerst door de Statuten die bij dit Verdrag zijn gevoegd (hierna te noemen „de Statuten”) en subsidiair door het recht van de Staat van vestiging, voorzover hiervan door dit Verdrag niet wordt afgeweken.

b) De Regering van de Staat van vestiging zal de nodige maatregelen nemen om de oprichting van de Maatschappij mogelijk te maken, zodra dit Verdrag in werking is getreden.

Artikel 2

a) De Statuten en alle wijzigingen, welke daarin zullen worden aangebracht overeenkomstig de bepalingen daarvan en met inachtneming van de hiernavolgende bepalingen, zullen rechtskracht hebben, ongeacht iedere tegengestelde bepaling van het recht van de Staat van vestiging.

b) De instemming van alle bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen, waarvan een spoorweg aandeelhouder van de Maatschappij is, is vereist voor wijziging van de bepalingen der Statuten met betrekking tot:

- de zetel van de Maatschappij;
- het doel;

- de duur;
- de bepalingen betreffende de toelating van een spoorweg als aandeelhouder van de Maatschappij;
- de gekwalificeerde meerderheid, welke in bepaalde gevallen is vereist bij stemmingen in de algemene vergadering van aandeelhouders;
- de toekenning van gelijk stemrecht aan alle leden van de Raad van Bestuur;
- de garantie van de aandeelhouders inzake de uitvoering van door de Maatschappij gesloten financieringsovereenkomsten (bepalingen, vervat in de artikelen 2, 3, 4, 9, 15, 18 en 27 van de hierbij gevoegde Statuten).

c) Voor wijziging in de Statuten met betrekking tot de vermeerdering of vermindering van het maatschappelijk kapitaal, het stemrecht der aandeelhouders, de samenstelling van de Raad van Bestuur en de winstverdeling (bepalingen, vervat in de artikelen 5, 15, 18 en 30 van de hierbij gevoegde Statuten), is de instemming van de Regering van de Staat van vestiging vereist.

d) De Regering van de Staat van vestiging geeft onverwijld kennis aan de andere Regeringen van alle Statutenwijzigingen, waartoe door de Maatschappij is besloten. In de gevallen, voorzien in de leden b) en c) van dit artikel, treden deze wijzigingen, indien geen bezwaar is gemaakt door enige Regering wier instemming op grond van de genoemde leden is vereist, drie maanden na de datum van deze kennisgeving in werking. De op grond van dit lid gemaakte bezwaren worden ter kennis gebracht van de Regering van de Staat van vestiging, die daarvan mededeling doet aan de andere Regeringen.

e) Indien door een Regering bezwaar wordt gemaakt, treedt deze in overleg met de andere Regeringen, op verzoek van één hunner, teneinde de wenselijkheid van de betrokken wijzigingen te onderzoeken.

Artikel 3

a) Wanneer een tussen de Maatschappij en een spoorweg gesloten overeenkomst met betrekking tot de beschikbaarstelling van door de Maatschappij gekocht materieel is onderworpen aan de wet van de Staat van vestiging, blijft de Maatschappij behoudens uitdrukkelijk beding van het tegendeel eigenares van het desbetreffende materieel, totdat zij de gehele prijs zal hebben ontvangen, zonder dat officiële registratie nodig is. In dat geval heeft de Maatschappij, wanneer een overeenkomst vervalt door niet tijdige nakoming door een spoorweg, het recht naast schadevergoeding wegens niet-nakoming van de overeenkomst, de teruggave van het desbetreffende materieel te eisen, zonder verplichting tot restitutie van de reeds ontvangen termijnen.

b) De rechtbanken van de Staat van vestiging nemen, daartoe verzocht, kennis van geschillen betreffende overeenkomsten, die gesloten zijn tussen de Maatschappij en de spoorwegen en die onderworpen zijn aan de wet van de Staat van vestiging.

Artikel 4

a) De Regeringen verlenen aan hun spoorwegen de machtigingen, welke deze behoeven voor alle handelingen met betrekking tot de oprichting van de Maatschappij.

b) De Regeringen verlenen aan hun spoorwegen de nodige faciliteiten voor de uitvoering van alle handelingen, welke betrekking hebben op de werkzaamheid van de Maatschappij.

Artikel 5

a) In het geval, dat een Staat op grond van de bestaande nationale wetgeving niet door de verbintenissen van een spoorweg van zijn land, welke aandeelhouder van de Maatschappij is, hetzij met zijn gehele vermogen, hetzij met een deel van zijn vermogen is gebonden, garandeert de Regering de verbintenissen van deze spoorweg tegenover de Maatschappij.

b) Deze garantie is evenwel niet vereist, indien een zodanige spoorweg zelf deze garantie verleent ten behoeve van een spoorweg, die geen aandeelhouder van de Maatschappij is, of ten behoeve van een andere spoorwegorganisatie. Indien in dit laatste geval geen garantie door de Regering, waartoe de aandeelhouder-spoorweg behoort, wordt verleend, hebben de andere Regeringen geen enkele garantieverplichting.

Artikel 6

a) Besluiten van de Maatschappij met betrekking tot de oprichting van agentschappen of filialen zijn onderworpen aan de instemming van alle bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen, waarvan een spoorweg aandeelhouder van de Maatschappij is. De in de leden *d)* en *e)* van artikel 2 vervatte procedure is van overeenkomstige toepassing op de in dit lid bedoelde besluiten van de Maatschappij.

b) De Maatschappij brengt ieder jaar aan de bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen, waarvan een spoorweg aandeelhouder van de Maatschappij is, verslag uit over de ontwikkeling van de Maatschappij en haar financiële positie. Deze Regeringen plegen overleg omtrent alle problemen van gemeenschappelijk belang, die uit de werkzaamheden van de Maatschappij kunnen voortvloeien, alsmede over de maatregelen, die met het oog daarop noodzakelijk blijken.

Artikel 7

a) Voorzover daaraan behoefte bestaat, nemen de bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen de nodige maatregelen, opdat de handelingen

van de Maatschappij met het oog op de verschaffing van spoorwegmaterieel aan de spoorwegen — hetzij de eigendom daarvan onmiddellijk dan wel eerst later overgaat — op zodanige wijze geschieden, dat daaruit niet meer fiscale lasten voortvloeien dan het geval zou zijn, indien de spoorwegen dat materieel rechtstreeks zouden verwerven.

b) Voor zover betreft in- en uitvoer van spoorwegmaterieel, die plaats vindt in het kader van de in het vorige lid bedoelde handelingen, nemen de Regeringen eveneens, voor zover daaraan behoefte bestaat, de nodige maatregelen, opdat deze in- en uitvoer geschiedt zonder dat daaruit meer fiscale lasten en douanerechten voortvloeien dan het geval zou zijn, indien de spoorwegen dat materieel rechtstreeks zouden in- en uitvoeren.

c) De door de Staat van vestiging met het oog op de oprichting en de werkzaamheid van de Maatschappij toegekende bijzondere voordelen op belastinggebied zijn vervat in een tussen de Regering van de Staat van vestiging en de andere bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen gesloten Aanvullend Protocol.

Artikel 8

De bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen nemen, voor zover daaraan behoefte bestaat, de nodige maatregelen ten einde de in- en uitvoer van materieel, dat het voorwerp is van de werkzaamheden van de Maatschappij, te vergemakkelijken.

Artikel 9

De bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen nemen, in het kader van hun deviezenvoorschriften, de nodige maatregelen om de overmaking van geld, waartoe de oprichting en de werkzaamheid van de Maatschappij aanleiding geven, te verzekeren.

Artikel 10

Indien later zou blijken, dat de toepassing van wettelijke voorschriften in het land van vestiging of in het land van een andere bij dit Verdrag partij zijnde Regering aanleiding zou kunnen geven tot moeilijkheden bij het nastreven van het doel der Maatschappij, zal de betrokken Regering met de andere Regeringen, op verzoek van één hunner, in overleg treden ten einde deze moeilijkheden op te lossen in de geest van de bepalingen van dit Verdrag en van het in artikel 7, lid c), bedoelde Aanvullend Protocol.

Artikel 11

a) Iedere Regering van een Europees land, die dit Verdrag niet heeft ondertekend, kan na de inwerkingtreding daarvan tot het Ver-

drag toetreden door middel van een tot de Regering van Zwitserland gerichte kennisgeving.

b) De toetreding van een Regering, die geen lid is van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, zal evenwel eerst van kracht worden nadat de instemming van alle bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen aan de Regering van Zwitserland ter kennis is gebracht.

c) De toetreding tot dit Verdrag heeft toetreding tot het in artikel 7, lid c), bedoelde Aanvullend Protocol tot gevolg.

Artikel 12

Dit Verdrag is gesloten voor de duur van de Maatschappij.

Artikel 13

a) Een bij dit Verdrag partij zijnde Regering, waarvan geen spoorweg aandeelhouder is of waarvan iedere spoorweg heeft opgehouden aandeelhouder te zijn van de Maatschappij, kan haar deelneming aan dit Verdrag beëindigen door met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden een desbetreffende mededeling tot de Regering van Zwitserland te richten. Indien de opzegging echter geschiedt door de Regering van de Staat van vestiging, eindigt haar deelneming aan dit Verdrag eerst nadat de zetel van de Maatschappij is verplaatst naar een andere Staat.

b) De uittreding van een Regering overeenkomstig dit artikel tast de door deze Regering ingevolge artikel 5 op zich genomen verplichtingen niet aan, voor wat betreft de verbintenissen welke door haar spoorweg of spoorwegen werden aangegaan, toen deze aandeelhouder van de Maatschappij waren.

Artikel 14

Ieder geschil tussen de bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen met betrekking tot de uitlegging en de toepassing van dit Verdrag zal, bij gebreke van overeenstemming omtrent een andere procedure, worden onderworpen aan de beslissing van het Internationale Gerechtshof.

Artikel 15

a) Dit Verdrag treedt in werking één maand nadat de Regering van Zwitserland het Verdrag alsmede het in artikel 7, lid c), bedoelde Aanvullend Protocol zal hebben bekrachtigd en de aandelen welke toebehoren aan de spoorwegen van de Regeringen, die het Verdrag hebben ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging dan wel het hebben ondertekend met voorbehoud van bekrachtiging en hun akte van bekrachtiging hebben nedergelegd, 80 % van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

b) Voor iedere ondertekenende Regering, die het later bekrachtigt, treedt het Verdrag in werking onmiddellijk na de nederlegging van de akte van bekrachtiging.

c) De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de Regering van Zwitserland.

Artikel 16

a) Niettegenstaande de bepalingen van het vorige artikel komen de ondertekenende Regeringen overeen dit Verdrag voorlopig toe te passen voor zover met hun grondwettelijke bepalingen verenigbaar is. Op het ogenblik van de ondertekening zal iedere Regering bekend maken op welke voorwaarden en in hoeverre zij dit Verdrag voorlopig zal toepassen.

b) Voor alle Regeringen, die dit Verdrag met of zonder voorbehoud hebben ondertekend, zal dit artikel in werking treden, zodra de Regering van Zwitserland dit Verdrag alsmede het in artikel 7, lid c), bedoelde Aanvullend Protocol zal hebben bekrachtigd.

Artikel 17

Na ontvangst van de akten van bekrachtiging, van toetreding of van opzegging zal de Regering van Zwitserland hiervan mededeling doen aan alle bij dit Verdrag partij zijnde Regeringen en aan de Maatschappij. Zij zal hun eveneens kennis geven van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag.

Ten blijk van de ondergetekende vertegenwoordigers, na hun in goede en vereiste vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Bern, 20 oktober 1955, in het Frans, Duits en Italiaans, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering van Zwitserland, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen aan alle Regeringen, welke lid zijn van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse tekst, hierboven blz. 7—9.)

STATUTEN

Naam, zetel, doel en duur van de vennootschap

Artikel 1

Onder de naam „Eurofima” *Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel* („Eurofima” *Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire*; „Eurofima” *Europäische Gesell-*

schaft für die Finanzierung von Eisenbahnmaterial; „Eurofima” Società europea per il finanziamento di materiale ferroviario) wordt een vennootschap op aandelen opgericht, die wordt geregeerd door de bepalingen van het internationale Verdrag betreffende de oprichting van deze vennootschap, door deze statuten en, subsidiair, door de wet van de staat van vestiging.

Artikel 2

De vennootschap is gevestigd te Bazel (Zwitserland).

Artikel 3

De vennootschap heeft ten doel aan de spoorwegen, die aandeelhouders zijn, evenals aan andere spoorwegen of soortgelijke bedrijven, — zij het in deze laatste gevallen slechts onder garantie van een of meer aandeelhouders — het voor hun exploitatie nodige materieel volgens genormaliseerde typen of hoedanigheden tegen de gunstigst mogelijke voorwaarden te verstrekken.

Te dien einde laat zij, hetzij voor haar eigen rekening, hetzij voor rekening van de belanghebbende ondernemingen of bedrijven materieel bouwen als in het eerste lid bedoeld; in het eerstgenoemde geval verhuurt of verkoopt zij het materieel aan de belanghebbenden.

Naast het gebruik van haar eigen kapitaal, tracht de vennootschap zich de nodige financiële middelen te verwerven door het aangaan van leningen en kan zij alle commerciële en financiële transacties afsluiten die voor het bereiken van haar doel bevorderlijk zijn.

Artikel 4

De vennootschap wordt aangegaan voor de duur van vijftig jaar.

Kapitaal

Artikel 5

Het kapitaal van de vennootschap bedraagt 50 miljoen Zwitserse francs. Het is verdeeld in 5000 aandelen met een nominale waarde van 10 000 Zwitserse francs.

Dit aandelenkapitaal is bij de oprichting als volgt verdeeld:

Duitse Bondsspoorweg:	1300 aandelen,
waarvan: 130 aandelen A,	
1170 aandelen B,	
Nationale Maatschappij der Franse Spoorwegen:	1300 aandelen,
waarvan: 130 aandelen A,	
1170 aandelen B,	
Italiaanse Staatsspoorwegen:	700 aandelen,
waarvan: 70 aandelen A,	
630 aandelen B,	

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen:	550 aandelen,
waarvan: 60 aandelen A,	
490 aandelen B,	
Zwitserse Bondsspoorwegen:	400 aandelen A,
N.V. Nederlandsche Spoorwegen:	300 aandelen,
waarvan: 30 aandelen A,	
270 aandelen B,	
Zweedse Staatsspoorwegen:	100 aandelen A,
Nationaal Net der Spaanse Spoorwegen:	100 aandelen A,
Nationale Maatschappij der Luxemburgse Spoorwegen:	100 aandelen A,
Zuidslavische Spoorwegen:	100 aandelen A,
Maatschappij der Portugese Spoorwegen:	20 aandelen A,
Oostenrijkse Bondsspoorwegen:	10 aandelen A,
Deense Staatsspoorwegen:	10 aandelen A,
Noorse Staatsspoorwegen:	10 aandelen A.

Artikel 6

De aandelen der vennootschap zijn volledig volgestort, de aandelen A door betaling in geld, de aandelen B door inbreng van wagens.

De Duitse Bondsspoorweg brengt in de vennootschap wagens in tot een globale waarde van Zw.frs. 11.700.000 en ontvangt daarvoor 1170 aandelen B, tot een nominale waarde van in totaal Zw.frs. 11.700.000.

De Nationale Maatschappij der Franse Spoorwegen brengt in de vennootschap wagens in tot een globale waarde van Zw.frs. 11.700.000 en ontvangt daarvoor 1170 aandelen B tot een nominale waarde van in totaal Zw.frs. 11.700.000.

De Italiaanse Staatsspoorwegen brengen in de vennootschap wagens in tot een globale waarde van Zw.frs. 6.300.000 en ontvangen daarvoor 630 aandelen B tot een nominale waarde van in totaal Zw.frs. 6.300.000.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen brengt in de vennootschap wagens in tot een globale waarde van Zw.frs. 4.900.000 en ontvangt daarvoor 490 aandelen B tot een nominale waarde van in totaal Zw.frs. 4.900.000.

De N.V. Nederlandsche Spoorwegen brengt in de vennootschap wagens in tot een globale waarde van Zw.frs. 2.700.000 en ontvangt daarvoor 270 aandelen B tot een nominale waarde van in totaal Zw.frs. 2.700.000.

De lijsten met de nummers der ingebrachte wagens en de taxatie-rapporten van deze wagens worden aan deze statuten gehecht.

In 10 jaar, — en wel aan het eind van elk der eerste tien boek-jaren telkens voor één tiende gedeelte — worden de aandelen B in aandelen A omgezet.

Artikel 7

De aandelen luiden op naam.

Behoudens het bepaalde in artikel 9 zijn de aandelen slechts overdraagbaar tussen aandeelhouders en met toestemming van de algemene vergadering van aandeelhouders.

De vennootschap houdt een register van aandelen, waarin naam en domicilie der aandeelhouders worden ingeschreven. Slechts zij die in dit register zijn ingeschreven, worden door de vennootschap als aandeelhouder erkend.

Artikel 8

Het kapitaal van de vennootschap kan worden vermeerderd ingevolge een besluit van de algemene vergadering van aandeelhouders, waarbij alle aandeelhouders het recht hebben nieuwe aandelen te verwerven naar verhouding van ieders totale aantal aandelen dat hij ten tijde van de vermeerdering bezit, behoudens het bepaalde bij artikel 9. Indien een aandeelhouder zijn claimrecht niet uitoefent, kan hij dit recht, met toestemming van de algemene vergadering van aandeelhouders, aan een andere aandeelhouder overdragen.

De algemene vergadering van aandeelhouders stelt de voorwaarden van uitgifte van nieuwe aandelen vast.

Artikel 9

Iedere spoorweg van een Staat, die het internationale Verdrag betreffende de oprichting van de vennootschap heeft ondertekend of daartoe is toegetreden, kan als aandeelhouder van de vennootschap worden toegeleten ingevolge besluit van de algemene vergadering van aandeelhouders, hetzij door overneming van aandelen, hetzij door deelneming in een kapitaalsvermeerdering, onder voorwaarde dat de betrokken regering zich tevoren bereid heeft verklaard de verplichtingen van die spoorweg te garanderen.

Het aantal aandelen of claims, dat overgedragen moet worden om de toetreding van een nieuwe aandeelhouder mogelijk te maken, evenals de voor de overdracht van deze aandelen of claims te betalen prijs, wordt vastgesteld door de algemene vergadering van aandeelhouders. Het aantal aandelen of claims dat door elke aandeelhouder moet worden overgedragen, wordt, tenzij aandeelhouders anders overeenkomen, vastgesteld naar verhouding van ieders totale aandelenbezit met inachtneming van de hoogste resten.

De algemene vergadering van aandeelhouders

Artikel 10

De algemene vergadering van aandeelhouders is de hoogste macht in de vennootschap.

Zij heeft de volgende bevoegdheden:

- 1) benoeming van de leden van de Raad van Bestuur;
- 2) benoeming van de Voorzitter en de Vice-Voorzitters van de Raad van Bestuur;
- 3) benoeming van de Commissarissen-Verificateurs;
- 4) wijziging der statuten;
- 5) alle beslissingen betreffende vermeerdering en vermindering van het kapitaal der vennootschap;
- 6) alle beslissingen betreffende de overdracht van aandelen en claims;
- 7) ontbinding van de vennootschap en benoeming van liquidateurs;
- 8) verlenging van de vennootschap;
- 9) goedkeuring van het in artikel 22 bedoelde reglement;
- 10) kennisneming van het verslag van de Commissarissen-Verificateurs, onderzoek en goedkeuring van het jaarverslag, de balans en de verlies- en winstrekening, bestemming van de netto-winst en het verlenen van décharge aan de leden van de Raad van Bestuur;
- 11) vaststelling van het bedrag der leningen, die in een bepaald tijdvak ten hoogste kunnen worden gesloten;
- 12) beslissingen over alle andere aangelegenheden die haar zijn voorbehouden of haar door de Raad van Bestuur worden voorgelegd.

Artikel 11

Jaarlijks vindt een gewone algemene vergadering van aandeelhouders plaats binnen zes maanden na afloop van het boekjaar.

Artikel 12

Een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders wordt bijeengeroepen:

- 1) ingevolge besluit van de algemene vergadering van aandeelhouders of van de Raad van Bestuur;
- 2) op verzoek van het College van Commissarissen-Verificateurs;
- 3) op verzoek van één of meer aandeelhouders, wier aandelen tezamen tenminste een tiende van het kapitaal der vennootschap vertegenwoordigen. Dit verzoek wordt schriftelijk gedaan onder opgave van het beoogde doel.

Een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders wordt bijeengeroepen en gehouden volgens dezelfde regels als een gewone algemene vergadering van aandeelhouders.

Artikel 13

Voor een algemene vergadering van aandeelhouders worden de aandeelhouders op een termijn van tenminste twee weken bij aangetekende brief opgeroepen.

De oproeping moet de agenda vermelden, en, indien deze een statutenwijziging behelst (punten 4, 5 en 8 van artikel 10) tevens in hoofdzaak de strekking van de voorgestelde wijziging.

Geen enkel besluit kan worden genomen ten aanzien van onderwerpen die niet op de agenda voorkomen, behalve indien in de vergadering voorgesteld wordt een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders bijeen te roepen.

De aandeelhoudersvergaderingen worden gehouden in de plaats van vestiging der vennootschap, tenzij de Raad van Bestuur anders beslist.

Artikel 14

De aandeelhouders oefenen hun stemrecht in de algemene vergadering van aandeelhouders uit naar verhouding van de nominale waarde van ieders totale aandelenbezit.

Artikel 15

De algemene vergadering van aandeelhouders kan op de eerste oproep slechts rechtsgeldig beraadslagen indien de meerderheid der aandelen vertegenwoordigd is. Indien dit quorum niet bereikt wordt, wordt een tweede vergadering bijeengeroepen op een termijn van tenminste twee weken, welke rechtsgeldige besluiten kan nemen ongeacht het aantal aandelen dat vertegenwoordigd is.

Voor besluiten in de algemene vergadering van aandeelhouders is vereist de meerderheid van de stemmen, welke op de vertegenwoordigde aandelen worden uitgebracht. In de gevallen genoemd in artikel 10, punt 4, 5, 6, 7 en 8, is bij uitzondering een meerderheid van 7/10 van het kapitaal der vennootschap vereist.

Er wordt gestemd door handopsteking, tenzij een aandeelhouder geheime stemming verlangt.

Artikel 16

De algemene vergadering van aandeelhouders wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij ontstentenis van deze, door een van de Vice-Voorzitters of, bij ontstentenis ook van dezen, door een door de Raad van Bestuur uit zijn midden aan te wijzen lid.

De algemene vergadering van aandeelhouders benoemt door handopsteking twee stemopnemers. Zij benoemt tevens een secretaris, die geen aandeelhouder behoeft te zijn.

Artikel 17

Van de beraadslagingen en de beslissingen van de algemene vergadering van aandeelhouders worden notulen gehouden.

De notulen moeten worden ondertekend door de voorzitter der vergadering, de stemopnemers en de secretaris.

Afschriften en uittreksels worden ondertekend door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of een der Vice-Voorzitters.

De Raad van Bestuur

Artikel 18

De Raad van Bestuur is belast met de leiding van de vennootschap.

De leden van de Raad van Bestuur worden benoemd — zonder rekening te houden met hun nationaliteit — door de algemene vergadering van aandeelhouders, met dien verstande, dat er op iedere aandeelhouder, die tenminste 2 % van het kapitaal bezit, twee leden zullen zijn, die door ieder dezer aandeelhouders worden voorgesteld.

De leden van de Raad van Bestuur worden benoemd voor een tijdvak van drie jaar. Zij zijn herkiesbaar. Na het eerste tijdvak van drie jaar treedt ieder jaar bij benadering één derde van het aantal leden van de Raad af. Te dien einde wordt in de eerstvolgende algemene vergadering van aandeelhouders na het einde van het derde boekjaar door het lot vastgesteld welke leden aan het eind van het vierde resp. vijfde boekjaar zullen aftreden.

Alle leden van de Raad van Bestuur hebben gelijk stemrecht.

Artikel 19

De verkiezing van de leden van de Raad van Bestuur vindt plaats in de gewone algemene vergadering van aandeelhouders. Hetzelfde geldt in geval van verkiezingen voor een tussentijds opengevallen zetel, tenzij een aandeelhouder verlangt dat in de vacature onmiddellijk wordt voorzien. In dat geval is de Raad van Bestuur verplicht onverwijld een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders bijeen te roepen teneinde tot een tussentijdse verkiezing over te gaan.

Wanneer een lid van de Raad van Bestuur in de loop van zijn zittingsperiode ophoudt van die Raad deel uit te maken, neemt zijn opvolger zijn zetel in voor de rest van die periode.

Artikel 20

Iedere aandeelhouder is verplicht een aandeel in de vennootschap te deponeren voor elk lid dat hem in de Raad van Bestuur vertegenwoordigt; dit aandeel blijft bij de vennootschap berusten zolang de zittingsperiode van het betrokken lid duurt.

Artikel 21

De algemene vergadering van aandeelhouders benoemt de Voorzitter en de Vice-Voorzitters van de Raad van Bestuur en wel voor de duur van hun zittingsperiode als lid van die Raad. Zij zijn herkiesbaar. De Raad kan zich doen bijstaan door een Secretaris, buiten zijn midden gekozen.

Bij ontstentenis van de Voorzitter wordt het voorzitterschap van de Raad waargenomen door een van de Vice-Voorzitters of bij ontstentenis ook van dezen, door het oudst aanwezige lid.

Artikel 22

De Raad van Bestuur beslist over alle aangelegenheden, die niet aan een ander orgaan van de vennootschap zijn opgedragen.

De Raad van Bestuur kan de leiding van de vennootschap geheel of ten dele opdragen aan een of meer van zijn leden (gedelegeerden) of aan derden, die geen lid van de Raad behoeven te zijn (directeuren). De Raad stelt een reglement vast waarin de rechten en verplichtingen van de Raad van Bestuur, van zijn gedelegeerden en van de directie vastgelegd zijn.

In dit reglement, dat de goedkeuring behoeft van de algemene vergadering van aandeelhouders, moet de Raad van Bestuur evenwel ter beslissing aan zich houden:

- 1) de samenstelling der directie, alsmede de vaststelling van de voorwaarden van aanstelling, de benoeming en het ontslag van de directeuren;
- 2) de aanwijzing van de leden van de Raad van Bestuur die bevoegd zijn namens de vennootschap te tekenen, en het verlenen van procuratie aan personen die geen deel uitmaken van de Raad van Bestuur (directeuren, procuratiehouders);
- 3) het sluiten van leningen in welke vorm ook binnen de door de algemene vergadering van aandeelhouders gestelde grenzen;
- 4) het sluiten van overeenkomsten betreffende de financiering van materieel, in het bijzonder betreffende de verhuur, de verkoop en de bestelling van materieel;
- 5) de opstelling van het jaarverslag, de jaarlijkse balans en de voorstellen, die aan de algemene vergadering van aandeelhouders moeten worden voorgelegd. De Raad doet de jaarstukken onderzoeken door accountants, die buiten het bedrijf van de vennootschap staan.

Artikel 23

De Raad van Bestuur komt bijeen zo dikwijls als nodig is, doch tenminste eenmaal in de drie maanden; de bijeenroeping geschiedt door de Voorzitter of een der Vice-Voorzitters. De oproepingen worden, tezamen met de agenda, tenminste acht dagen tevoren bij aangetekende brief verzonden.

De Voorzitter is gehouden de Raad bijeen te roepen, wanneer één lid zulks schriftelijk verzoekt onder opgave van de aangelegenheid, die hij op de agenda geplaatst wenst te zien. In een zodanig geval moet de vergadering plaatsvinden binnen twee weken na de ontvangst van het schriftelijk verzoek.

De oproeping vermeldt de plaats der vergadering.

Wanneer een lid verhinderd is de vergadering bij te wonen, kan hij zijn stem schriftelijk uitbrengen of wel zich doen vertegenwoordigen door een ander lid, aan wie hij uitdrukkelijk zijn stemrecht overdraagt. Een lid van de Raad kan slechts één ander lid vertegenwoordigen.

In dringende gevallen kunnen besluiten per brief of per telegram genomen worden, tenzij een der leden een besluit in vergadering verlangt.

Artikel 24

De Raad van Bestuur kan noch beraadslagen noch rechtsgeldige beslissingen nemen indien de bijeenroeping niet overeenkomstig deze statuten is geschied of indien de meerderheid der leden niet aanwezig of vertegenwoordigd is.

De besluiten van de Raad worden genomen met meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter der vergadering doorslaggevend. Voor besluiten bedoeld in punt 3 van artikel 22 is bij uitzondering een meerderheid van 3/4 vereist.

Artikel 25

Van de beraadslagingen en de besluiten van de Raad van Bestuur worden notulen gehouden.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter der vergadering en de secretaris.

Afschriften en uittreksels worden ondertekend door de Voorzitter of een der Vice-Voorzitters.

Artikel 26

De leden van de Raad van Bestuur ontvangen geen bezoldiging; niettemin kan hun presentiegeld worden toegekend.

Garantie

Artikel 27

De aandeelhouders stellen zich jegens de vennootschap garant voor de uitvoering van de door de vennootschap gesloten overeenkomsten betreffende de financiering van materieel en wel ieder in verhouding tot zijn deelneming in het kapitaal der vennootschap en ieder tot een maximum van het bedrag van zijn deelneming.

Indien de uitvoering van een bepaalde overeenkomst gedekt wordt door andere garanties, met name die welke voortvloeien uit artikel 3 of uit het in artikel 1 bedoelde Internationale Verdrag, treedt de in het eerste lid bedoelde garantie alleen subsidiair in werking.

Er zal slechts een beroep op de in het eerste lid bedoelde garantie worden gedaan voorzover enige spoorweg de door haar aangegane verplichtingen niet is nagekomen en deze het bedrag van de bijzondere garantiereserve, bedoeld in artikel 30, overschrijden.

De bedragen, die de aandeelhouders als garantie hebben gestort, zullen verhoudingsgewijs worden terugbetaald naar gelang de vennootschap later betaling verkrijgt uit hoofde van haar vordering met betrekking tot de vervallen overeenkomst of van het materieel bedoeld in die overeenkomst.

Controle

Artikel 28

De boekhouding van de vennootschap wordt gecontroleerd door een college van drie Commissarissen-Verificateurs, gekozen door de algemene vergadering van aandeelhouders, de eerste maal voor een jaar en vervolgens voor drie jaar. Zij zijn herkiesbaar.

De Commissarissen-Verificateurs hebben in het bijzonder tot taak te controleren of de verlies- en winstrekening en de balans in overeenstemming zijn met de boekhouding, of de boekhouding nauwkeurig is gevoerd en of het vermogen van de vennootschap en de uitkomsten van de bedrijfsvoering beantwoorden aan de regels, welke daarvoor krachtens artikel 1 zijn gesteld.

Voor de vervulling van hun taak hebben de Commissarissen-Verificateurs het recht de boeken en alle bewijsstukken te raadplegen. De balans en de verlies- en winstrekening moeten hun tenminste dertig dagen voor de dag der algemene vergadering van aandeelhouders worden overgelegd.

Zij maken ten behoeve van de algemene vergadering van aandeelhouders, waarin over deze stukken zal worden beslist, een schriftelijk rapport op, waarin zij hun voorstellen neerleggen.

Afsluiting van de boeken en verdeling van de winst

Artikel 29

De boekhouding en de balans der vennootschap worden afgesloten per het einde van ieder kalenderjaar.

De balans moet worden opgesteld overeenkomstig de beginselen van een gezonde bedrijfsvoering.

Artikel 30

Van de winst, die na aftrek van de afschrijvingen overblijft, wordt allereerst 5 % bestemd voor de algemene reserve, totdat deze een vijfde van het geplaatste kapitaal der vennootschap bedraagt. De algemene reserve mag slechts worden gebruikt voor het dekken van verliezen.

Van hetgeen overblijft wordt vervolgens op de aandelen A een dividend van ten hoogste 4 % uitgekeerd; op de aandelen B wordt geen dividend uitgekeerd.

Hetgeen dan nog overblijft wordt bestemd voor de vorming van een speciale garantiereserve, tenzij de algemene vergadering van aandeelhouders anders beslist.

Liquidatie

Artikel 31

Na verloop van de tijd, waarvoor de vennootschap blijkens artikel 4 is aangegaan, of ingeval van vroegere ontbinding, wordt de vennootschap geliquideerd. Zij wordt vanaf dat moment beschouwd als vennootschap in liquidatie.

De liquidatie geschiedt door liquidateurs, benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders. De liquidateurs hebben de meest uitgebreide bevoegdheden om het actief van de vennootschap te realiseren.

Bij de liquidatie moeten allereerst alle verplichtingen van de vennootschap worden nagekomen, in het bijzonder jegens obligatiehouders, huurders en eventueel bouwers van materieel.

Na voldoening der verplichtingen en terugbetaling van het op de aandelen gestorte bedrag, wordt het beschikbare saldo onder de aandeelhouders verdeeld naar verhouding van ieders nominaal aandelenbezit.

Bepalingen van verschillende aard

Artikel 32

Mededelingen aan aandeelhouders worden per aangetekende brief gedaan.

Officiële publikaties vinden plaats in de „Feuille officielle suisse du commerce”.

Ten aanzien van alle andere publikaties beslist de Raad van Bestuur op welke wijze zij zullen worden gedaan en wijst de Raad eventueel de dagbladen aan, waarin zij zullen verschijnen.

Artikel 33

Elke wijziging, welke in deze statuten wordt aangebracht, wordt medegedeeld aan de Regering van het land, waar de vennootschap is gevestigd.

**Aanvullend Protocol bij het Verdrag nopens de oprichting
van de „Eurofima”,**

Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groot-hertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk

der Nederlanden, de Portugese Republiek, Zweden en de Federale Volksrepubliek Zuidslavië,

enerzijds,

en de Regering van de Zwitserse Bondsstaat,

anderzijds,

die het Verdrag nopens de oprichting van de Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel (hierna te noemen „het Verdrag”) hebben ondertekend,

gelet op artikel 7, lid *c*), van genoemd Verdrag;

vaststellende, dat de Statuten van de Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel (hierna te noemen „de Maatschappij”), welke gevoegd zijn bij het Verdrag, bepalen, dat de Maatschappij te Bazel (Zwitserland) zal worden gevestigd;

vaststellende, dat de Regering van Zwitserland bereid is met het oog op de oprichting en de werkzaamheid van de Maatschappij bijzondere voordelen op belastinggebied toe te kennen;

zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1

De Maatschappij zal in Zwitserland, zolang zij aldaar zal zijn gevestigd, de volgende belastingvrijstellingen genieten, onverminderd de bepalingen van artikel 7, leden *a*) en *b*), van het Verdrag:

- 1°. Vrijstelling van zegelrecht bij de uitgifte van aandelen van de Maatschappij.
- 2°. Vrijstelling van de nationale verdedigingsbelasting op de inkomsten en op het kapitaal en de reserves, en van iedere toekomstige directe federale belasting, die daarvoor in de plaats treedt.
- 3°. Vrijstelling van het zegelrecht op de uitgifte, van het zegelrecht op de coupons en van de voorheffing geheven op de titels (en renten) van de leningen van de Maatschappij, waarvan de inschrijving uitsluitend in het buitenland zal zijn opengesteld, die niet zullen zijn toegelaten tot de notering op de Zwitserse beurzen en waarvan de dienst van rente en aflossing uitsluitend door buitenlandse kantoren zal worden verzorgd.
- 4°. Niet-inning van de voorheffing op dividenden, welke de Maatschappij zal uitkeren aan de spoorwegen.
- 5°. Niet-inning van de toeslag op de belasting voor de inschrijving in het handelsregister.
- 6°. Vrijstelling van kantonale en gemeentelijke belasting op de inkomsten en op het vermogen van de Maatschappij in het Kanton Bazel-Stad.

Artikel 2

Dit Protocol zal in werking treden zodra de Regering van Zwitserland het zal hebben bekrachtigd, die van deze bekrachtiging zal kennisgeven aan de andere Regeringen, die dit Protocol hebben ondertekend.

Ten blijke waarvan de ondergetekende vertegenwoordigers, na hun in goede en vereiste vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, dit Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Bern, 20 oktober 1955, in het Frans, Duits en Italiaans, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering van Zwitserland, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen aan alle Regeringen, welke lid zijn van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse tekst, hierboven blz. 20—21.)

Protocol van ondertekening bij het Verdrag nopens de oprichting van de „Eurofima”,

Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel

De vertegenwoordigers van de Regeringen, die het heden gesloten Verdrag nopens de oprichting van de „Eurofima”, Europese Maatschappij tot financiering van spoorwegmaterieel (hierna te noemen „het Verdrag”), hebben ondertekend,

I. Hebben in gemeen overleg het volgende vastgesteld:

a) De in artikel 7 van het Verdrag voorkomende uitdrukking: „voorzover daaraan behoefte bestaat” betekent in het bijzonder, dat de betrokken Regering niet zal zijn gehouden besluiten inzake de belastingvrijstelling uit te vaardigen, wanneer de Maatschappij haar werkzaamheden, in overeenstemming met de Statuten en het Basis-akkoord, volgens de wetgeving van het betrokken land kan uitoefenen zonder dat daaruit meer fiscale lasten in de zin van artikel 7 van het Verdrag voortvloeien.

b) Met het woord „materieel”, genoemd in artikel 8 van het Verdrag, wordt bedoeld het spoorwegmaterieel in de zin van artikel 3 van de Statuten.

c) De uitdrukking „wettelijke voorschriften” in artikel 10 van het Verdrag heeft in het bijzonder betrekking op belastingwetten.

II. Hebben kennis genomen van de volgende verklaringen ten aanzien van de artikelen 5, 7 en 9 van het Verdrag:

a) De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk Denemarken, de Italiaanse Republiek, Zweden en de Zwitserse Bondsstaat verklaren met betrekking tot artikel 5 van het Verdrag, dat in hun landen de Staat krachtens de bestaande wettelijke bepalingen is gebonden door de verbintenissen, aangegaan door hun aan de oprichting van de „Eurofima” deelnemende spoorweg.

b) De Regering van de Bondsrepubliek Duitsland verklaart onder verwijzing naar de uitleg, welke in dit Protocol aan artikel 7 van het Verdrag is gegeven, dat de bestaande wetgeving in overeenstemming is met artikel 7, zodat zij geen maatregelen nopens belastingvrijstelling behoeft te nemen.

c) De Zwitserse Bondsregering legt de tekst van artikel 9 als volgt uit:

1. De uit de deelneming in het aandelenkapitaal voortvloeiende overmaking van gelden en de overmaking van bedragen voor de huur van in natura ingebrachte wagens zullen buiten ieder bilateraal of multilateraal verdrag om plaatsvinden.
2. De opbrengst van een lening, aangegaan op de markt van een ander land dan het land van vestiging van de „Eurofima”, zal slechts naar het land van vestiging worden overgemaakt voorzover zulks noodzakelijk is om de „Eurofima” in staat te stellen aan haar verplichtingen te voldoen.

d) De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden verklaart, dat zij zich niet gebonden acht aan de bovenvermelde, door de Regering van de Zwitserse Bondsstaat aan artikel 9 van het Verdrag gegeven uitleg.

III. Hebben kennis genomen van de volgende ingevolge artikel 16 van het Verdrag afgelegde verklaringen:

a) De Regeringen van het Koninkrijk België, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, de Portugese Republiek en de Zwitserse Bondsstaat hebben zich bereid verklaard, zodra artikel 16 van het Verdrag van kracht is geworden, de maatregelen te nemen, die vereist zijn om het Verdrag na zijn inwerkingtreding toe te passen, met uitzondering evenwel

- voor de Regering van het Koninkrijk België, van de artikelen 5, 7 a) en b), 8 en 14;
- voor de Regering van de Franse Republiek, van artikel 7 a) en b);
- voor de Regering van de Italiaanse Republiek, van de artikelen 3 b), 5, 7 a) en b), 8, 9, 11 c) en 14;
- voor de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, van de artikelen 7 a) en b) en 8.

Voor wat betreft deze artikelen hebben de betrokken Regeringen verklaard, dat de genoemde maatregelen zullen worden genomen, zodra zij het Verdrag zullen hebben bekrachtigd.

b) De Regeringen van de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk Denemarken, Spanje, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, Zweden en de Federale Volksrepubliek Zuidslavië hebben zich bereid verklaard, zodra zij het Verdrag zullen hebben bekrachtigd, en op voorwaarde dat artikel 16 van het Verdrag in werking zal zijn getreden, de maatregelen te treffen die vereist zijn om het Verdrag na zijn inwerkingtreding toe te passen, met uitzondering evenwel

— voor het Koninkrijk der Nederlanden, van artikel 5.

Ten aanzien van dit artikel verklaart de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden, dat de ingevolge artikel 5 vereiste maatregelen zullen worden genomen, zodra de aandelen toebehorende aan de spoorwegen van de Regeringen, die het Verdrag overeenkomstig artikel 16 toepassen, 80 % van het maatschappelijk kapitaal van de „Eurofima” zullen vertegenwoordigen.

c) De Regering van de Bondsrepubliek Duitsland heeft verklaard, dat zij de voor de toepassing van het Verdrag vereiste maatregelen zal nemen, wanneer het in de Bondsrepubliek zal zijn bekrachtigd.

IV. De Regeringen van Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Koninkrijk Noorwegen, Zweden en de Federale Volksrepubliek Zuidslavië verklaren, onder verwijzing naar het besluit, genomen op 8 juli 1955 door de Ministers van de Beperkte Groep no. 1 van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, dat zij, ingeval de teksten van het Verdrag, van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag en van dit Protocol, alle heden ondertekend, in de verschillende talen van elkaar afwijken, onderling en in hun betrekkingen met de andere ondertekenaars de Franse tekst als authentiek beschouwen.

Gedaan te Bern, 20 oktober 1955, in het Frans, Duits en Italiaans, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Regering van Zwitserland, die een voor eensluitend gewaarmerkt afschrift zal doen toekomen aan alle Regeringen, welke lid zijn van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse tekst, hierboven blz. 23—24.)

D. GOEDKEURING

Verdrag en Aanvullend Protocol behoeven de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van Verdrag en Aanvullend Protocol is voorzien in artikel 15 van het Verdrag en de bij de ondertekening gemaakte voorbehouden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 15, lid *a*), in werking treden één maand nadat Verdrag en Aanvullend Protocol zijn bekrachtigd door Zwitserland en tevens aan de voorwaarde is voldaan, dat een aantal Staten wier spoorwegen tezamen voor 80 % in het kapitaal der „Eurofima” deelnemen, bij het Verdrag partij zijn geworden, hetzij door ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging hetzij door bekrachtiging na ondertekening met zodanig voorbehoud. Op grond van artikel 16 zullen de bepalingen van het Verdrag voorlopig worden toegepast, onder de in paragraaf III van het Protocol van ondertekening genoemde voorwaarden, nadat Verdrag en Aanvullend Protocol door Zwitserland zullen zijn bekrachtigd.

De bepalingen van het Aanvullend Protocol zullen in werking treden nadat het door Zwitserland zal zijn bekrachtigd.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zullen Verdrag en Aanvullend Protocol slechts gelden voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 17 oktober 1953 te Brussel ondertekende Protocol betreffende de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer, welke Conferentie wordt genoemd in artikel 11 van het Verdrag en elders in het Verdrag en beide Protocollen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1953, 114. Zie ook *Trb.* 1954, 35 en 1955, 138.

Tekst en vertaling van het Statuut van het Internationale Gerechtshof, welk Hof wordt genoemd in artikel 14 van het Verdrag, zijn opgenomen in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1953, 57.

Uitgegeven de negentiende januari 1956.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

J. LUNS.